



Invitation à l'Arbre à Palabre

Site web du Projet sur les Options Constitutionnelles pour atténuer la crise Anglophone au Cameroun

www.constitutionaloptionsproject.org

Genèse du Projet

Nous sommes en décembre **2018**.

Depuis deux ans – le dernier trimestre de **2016** – des remous sociaux secouent les deux régions historiquement anglophones du Cameroun (le Sud-Ouest et le Nord-Ouest), partant des préoccupations relatives à l'utilisation des langues officielles, au système éducatif, et à la justice.

Depuis un an – le dernier trimestre de **2017** - franchissant le cap des simples tensions, et dans le sillage d'un mouvement avec de lourdes ramifications, commençaient les premières attaques par des groupes armés, donnant à ce mouvement et à la crise, une autre dimension.

Dans cette période de fin d'année **2018**, un groupe de Camerounais, spécialistes des questions de paix et de sécurité, de résolution de conflits politiques, d'ingénierie constitutionnelle comparée, et de politique comparée, commence une réflexion sur le rétablissement de la paix dans leur pays, si rudement mise à l'épreuve.

Tous, connaissent le processus pénible que les pays parcourent quand ils doivent remonter la pente après des années de conflit, de guerre, de déplacements, de désolation – des expériences acquises pendant une dizaine d'années dans plusieurs pays d'Afrique en crise (Cote d'Ivoire, Sierra Leone, Tchad, Centrafrique, RD Congo, Ouganda, Burundi). Ils font partie du contingent non-négligeable de cadres Camerounais qui ont eu à œuvrer, au sein des organismes multilatéraux (UA, ONU, Banque Mondiale) pour raccompagner des pays en difficulté sur le chemin de la paix. Ils ont aussi des liens spéciaux avec les deux régions touchées, pour y avoir fait des études, ou même de par leurs racines familiales.

De cette réflexion est né un **Projet sur les Options Constitutionnelles**, en vue de la résolution par voie pacifique de la crise qui sévit dans les deux régions précitées. Le Projet

part sur 2 grands principes : le *premier* est qu'il faut un débat d'idées et de conception du problème afin de mieux appréhender les causes de la crise, étape indispensable pour un bon diagnostic, qui précède tout bon traitement.

Le *second* est que dans la pratique des *processus de paix* (qui consistent à ramener des parties et les acteurs d'un conflit à poursuivre leurs objectifs par des moyens pacifiques), il échoit aux pacificateurs et bâtisseurs de la paix, de fournir un autre « terrain » de contestation règlementé pour transiger entre leurs positions. D'où l'intérêt d'ancrer le fruit du débat d'idées, dans le dispositif de régulation des questions conflictogènes au sein d'un Etat, le plus important de ces dispositifs étant *les normes et les règles constitutionnelles* – véritable instrument au sommet, capable de s'adapter pour répondre à des événements nationaux d'une réelle gravité.

Le Projet prend forme

Début 2019, le groupe se met au travail, et en mi-2019, le Projet prend corps, avec ces Chercheurs en place. Pour l'équipe, l'objectif immédiat est clair : *démontrer qu'une soupape tangible qui existe pour le Cameroun face à la crise anglophone qui sévit dans les régions du SO et du NO, est de repenser l'agencement et les attributions entre les institutions centrales de l'État et les collectivités territoriales constitutives (régions et communes), saisissant l'opportunité pour gérer ces deux régions avec une certaine spécificité, en raison de leur parcours historique particulier.*

La convocation par le gouvernement des assises du Dialogue National dans le deuxième semestre de 2019 fera accroître les attentes auprès de l'équipe. Celle-ci saisira l'opportunité et l'attention des décideurs et du public, pour faire circuler un bon nombre de produits de recherche. A tous les décideurs Camerounais qui nous ont lus (souvent avec du feedback), à toutes les parties prenantes de la crise Anglophone qui nous ont lus (ou critiqués), aux partenaires internationaux du Cameroun, et à tous les citoyens qui nous ont lus, nous exprimons nos sincères remerciements.

C'est dans le cadre de cette initiative, débutée en 2019, que nous vous adressons cette **invitation à découvrir notre Site Web**. Le site est placé sous l'enseigne du grand Baobab africain, lieu mythique pour la résolution des problèmes de société. Ce site vous permettra de parcourir nos différentes publications qui se rapportent à la crise anglophone, et surtout les voies et méthodes proposées pour sa résolution, sous la rubrique « **Publications** ».

Comme ses plus hauts dirigeants l'ont affirmé, le Cameroun, en juxtaposant l'Anglais et le Français comme langues officielles (avec des cultures et autres facettes différentes) n'est pas face à un problème facile à résoudre. D'autres sociétés multilingues et même industrialisées (Canada, Belgique), éprouvent des difficultés sur ces mêmes questions – ce qui occasionne périodiquement des vagues de protestations, des remous sociaux, des tensions politiques, voire des velléités séparatistes. De toutes ces expériences est née une *véritable richesse des connaissances et du savoir (technique) sur comment concilier une diversité* comme celle qu'abrite le Cameroun. Nous ouvrons une vitrine sur ce savoir dans la partie « **Ressources** » du Site Web.

Tant dans nos publications que dans les ressources externes auxquelles nous attirons l'attention des utilisateurs du site, le contenu est structuré de manière à **rendre plus lisibles et compréhensibles les domaines ou questions « conflictogènes »** qui sous-tendent la crise. Ce sont des domaines de la vie publique dont la gestion a une capacité démontrée d'exacerber des tensions autour du double héritage anglais / français, et où les politiques publiques peuvent amplifier les perceptions et les revendications quant au traitement inégal de ces héritages. Trouver une paix durable reposera sur la capacité à trouver des consensus, des points de convergence, sur ces questions intrinsèquement conflictogènes sur lesquelles les positions tendent à diverger foncièrement.

Il s'agit : (i) du degré de **dévolution** opéré, notamment les capacités substantielles d'action autonome des structures gouvernantes infranationales (régionales et locales), élues/choisies par les populations de leur ressort et leur étant redevables, (ii) de la régulation des **langues officielles** à travers le pays, à savoir l'accès égalitaire à une panoplie de services publics et privés dans ces deux langues, (iii) de la régulation des sous-systèmes **éducatifs** en anglais et français respectivement, et (iv) du fonctionnement du **système judiciaire** (national et de plus en plus, supranational et communautaire) compte tenu de la dualité des cultures juridiques (bijuridisme) au Cameroun, tiré du double héritage anglais/français. La situation ayant atteint le stade d'une crise, nous abordons aussi (v) les **processus de paix**, à savoir, la gamme de techniques et de procédés auxquels on fait recours, pour désamorcer un conflit.

Pourquoi parcourir le site ?

Vous trouverez, à travers nos différentes *Publications* ainsi que les *Ressources*, des réponses à des questions d'une certaine actualité :

- ϕ Dans des pays officiellement *multilingues* (tels le Canada, la Belgique, le Cameroun) pourquoi les désaccords sectoriels portant sur des secteurs centrifuges ou conflictogènes (utilisation des langues officielles, éducation, justice) débouchent-ils souvent sur des revendications et des contestations plus politiques, voire des crises politiques ?
- ϕ Quelles sont les options constitutionnelles possibles pour un pays regorgeant de diversités infranationales et dont les acteurs institutionnels sont très soucieux de l'unité de la Nation, et préoccupés par l'effet démobilisateur d'un système fédéral ? Existe-t-il néanmoins des options pour l'Etat *Unitaire* de réguler certaines Régions ou entités territoriales différemment au regard de leurs spécificités, surtout quant aux questions conflictogènes ?
- ϕ Quand un pays opte pour la création des Régions à Statut Spécial pour désamorcer un conflit/une crise qui y sévit, quelles sont les *règles de l'art* quant à leur mise en place ? Comment utiliser une telle réforme pour aboutir à une fin des hostilités ? Comment ce Statut obtient-il l'assentiment des Régions concernées ? Quelles modalités règlementent les relations entre l'Etat central et la Région à Statut Spécial ?

- φ Les Régions bénéficiant d'une autonomie ou d'un Statut Spécial, ont-elles déjà servi à *désamorcer des conflits* ou des velléités séparatistes ? Selon les études comparées des conflits semblables, existe-il un *seuil démographique* du groupe (revendicateur) concerné, au-dessus duquel un niveau d'autonomie semble indispensable afin d'éviter un conflit prolongé ?
- φ Quels sont certains des facteurs qui emmènent les parties à un conflit à *choisir la voie de négociations* pour le résoudre ? Est-il possible pour des groupes d'insurgés politiques/armés dont la structuration est fortement décentralisée, voire fragmentée, d'arriver à conclure et à respecter les accords de paix ? Quelles perspectives, cette structuration ouvre-t-elle, pour le dénouement de la crise / du conflit ?
- φ Quelles sont les *données réelles sur le bilinguisme* au Cameroun ? Combien de Camerounais, sont-ils effectivement bilingues en Anglais et en Français ? Sur la base des données officielles disponibles avant le déclenchement de la crise : comment se répartissait l'utilisation des langues officielles (anglais/français) entre les différentes régions du pays ? Quels étaient les taux d'adhésion aux deux sous-systèmes éducatifs respectifs (en anglais et en français) entre les régions du pays ?
- φ Quelle était objectivement la *situation socio-économique* des régions du NO et du SO, avant le déclenchement de la crise en 2016 ? Selon les enquêtes statistiques et démographiques, ces Régions affichaient-elles des indicateurs de développement nettement inférieurs aux autres Régions du pays ?
- φ Existe-t-il des données statistiques datant d'avant le déclenchement de la crise, portant sur la *perception et le niveau de confiance des populations* des régions historiquement anglophones (Sud-Ouest et Nord-Ouest) à l'égard de l'administration publique, le système et les institutions politiques, ainsi que leur sens d'attachement à l'identité nationale ?

Nous vous invitons à parcourir les deux versions du site (en Anglais et en Français). Les deux sites se complètent, surtout quand certaines ressources externes ne sont disponibles que dans une seule langue. Mais, l'essentiel des idées y exprimées reste le même.

Très bonne lecture,

L'Equipe de Projet
Octobre 2020



LE PROJET D'OPTIONS CONSTITUTIONNELLES

▶ PROJET SUR LES OPTIONS CONSTITUTIONNELLES EN VUE D'UN DIALOGUE

Atténuer le conflit dans les régions historiquement Anglophones du Cameroun par une réforme de l'agencement et des attributions entre les structures centrales de l'Etat et ses Régions, en tant qu'unités territoriales infranationales constitutives.

▶ NOTRE MISSION

Ce projet vise à puiser dans les meilleures connaissances et pratiques comparées disponibles, pour orienter les politiques publiques sur le meilleur moyen pour le Cameroun de concilier ses divers héritages, dont ceux découlant d'un dualisme de langues officielles et de sous-systèmes éducatifs, et d'une pluralité de cultures juridiques. Ce projet est conçu en réponse aux défis auxquels le pays fait face ces dernières années.

▶ NOTRE ENSEIGNE

En plaçant ce projet sous l'enseigne du grand arbre Baobab africain, nous évoquons la foi dans l'expression et la confrontation pacifique de différents points de vue sur les problèmes de la société, les avis divergents étant protégés et rassemblés à l'ombre généreuse de l'arbre à palabres. Les options constitutionnelles servant d'outils pour ancrer les consensus trouvés dans la gestion de la cité.

